



**AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SERVICE ÉCONOMIQUE**

Brèves économiques de RD Congo en Janvier 2020

Le Président Tshisekedi participe au Sommet Royaume uni- Afrique puis au forum de Davos. Dans le secteur minier, entrée en production d'une nouvelle unité de production de cobalt raffiné de la Gécamines à Kolwezi, confirmant ainsi le retour de cette entreprise comme opérateur industriel après la relance en fin d'année passée du four de la STL (Société du Terril de Lubumbashi). Dans le secteur de l'électricité, probable relance du projet de barrage d'Inga 3 suite à un atelier organisé par la BAD à Abidjan. Concernant la « ville durable, une délégation ministérielle congolaise se rend à Dakar pour visiter la ville nouvelle de Diamniadio. Suivi du programme des 100 jours : critiques d'une ONG sur le manque de transparence dans la mise en œuvre du programme.

Sommet Royaume-Uni-Afrique à Londres

Le Royaume uni a organisé son premier Sommet avec les pays africains à Londres. L'évènement qui a réuni plusieurs entreprises britanniques et africaines et 21 Chefs d'Etat et de gouvernement africains, dont le Président Félix Tshisekedi, visait à renforcer les liens économiques, l'accroissement du commerce et des investissements en particulier dans le domaine de l'énergie et les villes durables. En marge du Sommet, le Président Tshisekedi a participé à une conférence avec les représentants de l'industrie britannique. Il les a invités à investir en RD Congo. Il a eu des échanges avec Vodafone. Un protocole d'accord a été signé entre le Ministère des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité congolais avec BBOX, une entreprise spécialisée dans les kits d'énergie solaire. Ce protocole prévoit la fourniture de l'électricité à 10 millions de foyers Congolais

Secteur minier : la Gécamines lance une nouvelle usine de traitement du Cobalt

La société minière Deziwa SAS (Somidez), une entreprise commune créée en 2017 et détenue par l'opérateur minier public Gécamines (49%) et le groupe chinois CNMC (China Non ferrous Metal Compagny 51%) a inauguré à Kolwezi son usine de raffinage de cuivre et cobalt. Cette unité ultra moderne, d'une capacité installée de 80.000 tonnes de cuivre et 8000 tonnes de cobalt par an, a nécessité un investissement de 880 M\$. Elle est adossée à des réserves de cuivre estimées à 4.6 MT et de cobalt (420.000 T). Une phase additionnelle du projet prévoit de doubler cette capacité de production. Cette entreprise commune à durée déterminée (9 ans) reviendra à son terme à la Gécamines. Pour mémoire, Deziwa avait été racheté par la Gécamines, dans le cadre de son droit de préemption, à Platmin (société canadienne) qui s'apprêtait à revendre ses parts sur les marchés boursiers. Un prêt de 200 M\$ avait été consenti à la Gécamines par Fleurette.

Cette inauguration confirme le retour de la Gécamines comme opérateur industriel suite à la relance en octobre dernier du four de la STL (Société du Terril de Lubumbashi) avec la coopération d'un industriel chinois (DAYE), agissant comme sous-traitant au travers de la mise à disposition de 34 salariés sur les 250 employés congolais de cette entreprise.

Pour mémoire, la RDC a produit plus de 1,2 million de tonnes de cuivre et près de 100.000 tonnes de cobalt en 2018.

Secteur de l'électricité : relance du projet INGA 3

A l'issue d'un atelier organisé à Abidjan les 13 et 14 janvier, la BAD a annoncé la relance du processus de recrutement d'un développeur et a adopté une nouvelle feuille de route pour le projet de barrage d'Inga 3. Les participants à cet atelier se sont prononcés en faveur d'un retour au projet initial arrêté en 2013, dont les études de faisabilité étaient achevées. Pour mémoire, il s'agissait d'une centrale de 4800 MW dont le coût, incluant les interconnexions vers l'Afrique du Sud étaient estimés à 14 Mds\$. Une feuille de route prévoit un état des lieux ainsi qu'une actualisation de la demande d'électricité. En 2013, elle se répartissait à hauteur de 1300 MW pour l'industrie minière du Katanga, 2500 MW pour l'Afrique du sud et 1000 MW pour le réseau domestique. Un nouvel appel d'offre devrait être organisé, sous contrôle de la BAD, afin de trouver de nouveaux partenaires. Les précédents partenaires l'espagnol ACS et la compagnie chinoise « Three Gorges International » n'ayant pas réussi à s'entendre. La compagnie espagnole a d'ailleurs, dans la foulée, annoncé « qu'elle ne participerait pas à l'exécution du projet ».

Ville durable en Afrique : une délégation congolaise se rend à Dakar pour envisager un projet d'extension de Kinshasa

Trois ministres congolais se sont rendus à Dakar pour une visite de trois jours à l'invitation de l'architecte Pierre Goudiaby Atepa, afin de prendre connaissance des solutions sénégalaises dans la ville durable. Des réunions de travail avec le cabinet Atepa, qui a déjà conçu les plans de ce que pourrait devenir bientôt l'extension de Kinshasa, ainsi qu'une visite dans la ville nouvelle de Diamniadio, l'annexe de la capitale sénégalaise dont s'est inspiré l'architecte afin de convaincre le régime congolais de désengorger Kinshasa. Cette délégation s'est rendue dans la ville et ils ont notamment visité le parc industriel, le Centre international de conférences Abdou Diouf (Cicad), l'hôtel Radisson, la cité des logements sociaux et la cité ministérielle, qui regroupe en périphérie de Dakar les ministères "techniques".

Evaluation du programme des 100 jours par l'ODP.

Un rapport d'une l'ONG « l'observatoire de la dépense publique » sur l'évaluation du programme des 100 jours pointe différents entorses à la bonne gouvernance financière et budgétaire dans le cadre de la mise en œuvre « programme des 100 jours ». Cette association, dont l'objet est « de promouvoir la culture de redevabilité des autorités dans la gestion des finances publiques », analyse la dérive des dépenses observée au fil des mois depuis le lancement, le 2 mars 2019, du « programme des 100 jours ». Ce rapport pointe la faiblesse voir l'absence des mécanismes d'évaluations et de suivi du Programme. Selon cette ONG, la plupart des projets retenus « l'ont été sans appels d'offres, même s'agissant de ceux dépassant le seuil légal (4 M\$) ». Le rapport souligne « qu'une majorité des dépenses ont été effectuées avec la mention de dépenses urgentes ... même pour des dépenses telles que les frais de nettoyages et d'entretien des bureaux... ». Selon l'ONG, cette procédure a eu pour effet de

« court-circuiter les intervenants normaux dans la chaîne des dépenses, en particulier les Ministères du budget et des finances, la plupart du temps mis devant le fait accompli des dépenses ».

Panne Internet

Deux câbles, le WACS et le SAT-3, ont été endommagés à l'embouchure du fleuve du Congo, à une vingtaine de kilomètres de la côte congolaise, côté océan Atlantique occasionnant une coupure du réseau internet pendant une journée entière, le 16 janvier. Trois à quatre semaines seront nécessaires pour que la panne soit réparée et qu'un service totalement normal soit rétabli. Dans l'attente, la Société commerciale des télécommunications et postes emprunte le câble qui passe par l'océan Indien.

Clause de non responsabilité : le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Il ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation et des interprétations de l'information contenue dans cette publication.